

Mesdames, Messieurs,

Depuis des mois, le syndicat SUD, représentatif à PSA Aulnay se mobilise dans l'entreprise afin d'affirmer que le site PSA d'Aulnay ne doit pas fermer. C'est donc de façon tout à fait légitime que SUD a toute sa place dans toutes les négociations et discussions concernant l'avenir du site d'Aulnay-Sous-Bois.

Nous représentons des salariés qui ont le droit d'être écoutés, défendus et représentés par notre organisation syndicale. C'est bien de l'avenir des salariés de PSA Aulnay et leur famille qu'il est question aujourd'hui.

SUD a d'ailleurs proposé qu'une délégation de non-syndiqués soient présents dans les discussions sur l'avenir du site.

Comment peut-on envisager l'avenir industriel et avec qui ? Quand en Ile de France on est déjà passé de 600 000 emplois industriels en 2001 à 475 000 en 2011 (Données Insee). L'industrie représente 17 % de l'emploi salarié en France alors qu'elle n'est plus que de 11 % en Ile de France. 125 000 emplois ont été perdus dans l'industrie en Ile de France ces dix dernières années.

Comment peut-on inverser cette tendance de désindustrialisation en ouvrant la discussion tripartite sur la réindustrialisation en ne faisant rien pour éviter la fermeture de la première entreprise industrielle de Seine-Saint-Denis ?

Pour **SUD**, nous réaffirmons notre position contre la fermeture du site PSA d'Aulnay sous-bois et le maintien de tous les emplois, sous-traitants compris.

SUD ne rentrera pas dans des négociations qui incluent l'abandon et la fermeture du site PSA d'Aulnay sous-bois.

Sachant que le maintien de la production de la C3 jusqu'à la fin de vie, prévue en 2016 est possible car ça ne demande aucun investissement supplémentaire ou innovation lourde pour continuer à produire ce véhicule le plus vendu du groupe.

Ainsi Pourquoi fermer Aulnay alors qu'il reste plus de **450 000** C3 à produire ?

La décision de fermer l'usine d'Aulnay est une décision lourde de conséquence, puisque 3300 salariés d'Aulnay seront touchés par le chômage et la précarité. Cette fermeture aurait des conséquences sociales dramatiques sur toute la vie de la population, ses commerçants et les services publics. Car ce sont plus de 10 000 emplois directs et indirects qui seront supprimés dans les mois à venir.

Il est important que les salariés puissent se voir reconnaître un droit d'intervention, de regard et de décision sur les choix stratégiques de leur entreprise. Tout comme il est nécessaire que les élus aient un droit d'intervention sur la définition des critères et sur l'usage qui est fait des aides publiques dans chaque entreprise.

Il est temps de renforcer les droits des salariés dans l'entreprise et de leur donner des droits nouveaux, comme le droit de veto des CE sur les licenciements économiques.

Le projet de fermeture du site PSA d'Aulnay n'est pas une fatalité. Des décisions pour une politique de répartition et de redistribution des richesses en faveur des couches moyennes et populaires peuvent éradiquer le chômage et redonner des ressources budgétaires pour satisfaire les besoins sociaux fondamentaux.

SUD y croit fortement et compte bien mobiliser les salariés afin d'éviter un nouveau désastre industriel en Seine-Saint-Denis qui se répercutera négativement sur la vie de milliers de familles.

Chaque décision économique doit aussi être prise au regard de l'impact sur l'avenir du territoire et non seulement aux seuls intérêts d'une minorité d'actionnaires.

SUD ne fera pas la politique de la chaise vide et compte participer à chaque réunion sur l'avenir du site d'Aulnay afin de porter les revendications des salariés et être totalement transparent vis-à-vis d'eux, mais aussi pour ne pas les emmener dans d'illusoires solutions, histoire de gagner du temps pour fermer le site.

Merci